

**DÉLIBÉRATION n°2023-18**  
**Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes**  
**Séance du 8 décembre 2021**

Tarifs d'inscription pour le colloque « Green Deal et marché  
Vers une transformation matricielle du droit européen à l'heure du Green  
Deal ? »

**Le Conseil d'Administration,**

Vu les statuts de l'IEP de Rennes, et en particulier l'article 28 du décret n°89-902 du 18  
décembre 1989 relatif aux Instituts d'Etudes politiques,

*Après en avoir délibéré,*

**DECIDE :**

**Article unique**

Les tarifs tels qu'annexés sont adoptés.

Membres en exercice : 29 membres  
Membres présents ou représentés : 19 membres

Votes : Refus de participer au vote :  
Abstention : 0  
Contre : 0  
Pour : 19

Délibération : **adoptée.** refusée.

Le 21 juin 2022

Le Président  
du Conseil d'Administration



**Yann LEJOLIVET**

Document(s) en annexe au présent extrait :

*Plaquette (6 pages)*

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le :

**Jeudi 15 et vendredi 16 septembre 2023**

**Projet scientifique :**

La construction européenne a historiquement reposé sur la mise en place d'un marché unique, puis d'un marché intérieur, objectif qui a longtemps constitué le catalyseur et le moteur de la production du droit de l'Union. Cette logique marchande, consubstantielle au projet communautaire, a ensuite été complétée par d'autres considérations non économiques qui ont été à l'origine d'une production normative corrigeant les impensés initiaux de la construction européenne, en particulier dans le domaine environnemental. La dimension marchande du projet européen aurait ainsi été de longue date dépassée par le jeu des mécanismes d'intégration et l'extension progressive des compétences de l'Union.

Cette dernière appréciation peut-elle-même être nuancée. La raison d'être des règles non strictement commerciales tient sans doute en grande partie à la nécessaire préservation du marché, qui appelle en tout état de cause l'intervention du régulateur, une l'harmonisation des règles applicables aux acteurs économiques et une prise en considération des externalités. La mise en place de règles communes en matière d'environnement s'explique en partie par le risque d'une prolifération de mesures nationales susceptibles de remettre en cause le bon fonctionnement du marché intérieur. Nombre de propositions législatives actuelles de la Commission demeurent ainsi justifiées par la nécessaire préservation du marché intérieur et l'élaboration, à cet effet, de règles uniformes destinées à éviter tout phénomène de *forum shopping* et de mise en concurrence de législations nationales divergentes (v. à titre d'exemple l'actuelle proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité, COM(2022) 71 final).

Ce postulat mérite toutefois d'être, une nouvelle fois, questionnée, à l'heure de la mise en place du pacte vert pour l'Europe (ou *Green deal* européen). Ce projet annoncé en 2019 par la présidente de la Commission Ursula von der Leyen peut s'analyser comme la

justification d'une nouvelle dynamique dans la production normative du droit de l'Union et participe à un projet politique de relance de l'intégration européenne. De fait, un nombre sans précédent de législations destinées à servir les objectifs du *Green deal* ont été proposés ces dernières années par la Commission. Cela se vérifie en particulier dans le domaine climatique, qui sert d'impulsion à une pluralité de textes susceptibles d'avoir un effet important sur le fonctionnement du marché commun et des relations commerciales de l'Union (révision du système d'échange de quota d'émission, mise en place du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Union). Pour autant, et de façon paradoxale, ce sont bien souvent des instruments de droit économique qui constituent le principal vecteur de cette promotion de considérations environnementales, et dans bien des cas des outils qui continuent de s'appuyer sur une logique marchande. Ce mode de gouvernance rend par ailleurs délicate la pleine intégration de certaines considérations environnementales – en particulier la défense de la biodiversité – dans les récentes propositions formulées au titre du pacte vert.

L'objectif de ce colloque sera d'appréhender à travers un premier bilan des effets normatifs du *Green deal*, cette possible transformation opérée dans la dynamique du droit européen, et d'apprécier les effets et la portée du « verdissement » du droit de l'Union et en particulier de son droit du marché intérieur. Plusieurs champs du droit économique de l'Union européen pourront être pris en considération telles que :

- Le droit du marché intérieur
- La politique agricole commune
- La politique commerciale de l'Union européenne
- La politique de concurrence
- Le droit européen du numérique
- Le droit de l'union économique et monétaire
- Instruments budgétaires et financiers de l'Union européenne

Le colloque permettra également de s'interroger sur les effets institutionnels du *Green Deal* européen et en particulier sur la prise en considération de ce dernier dans la prise de décision ainsi que son impact, éventuel, sur les équilibres institutionnels.

Quel bilan tirer de verdissement des règles du droit de l'Union ? Le Pacte vert pour l'Europe est-il le nouveau moteur de l'intégration européenne ? Peut-on parler d'une

rupture ou d'une nouvelle étape dans le développement du droit européen de l'environnement et sa relation avec les règles du marché intérieur ? Quels sont les effets du *Green Deal* européen sur la production du droit de l'Union ? Quels sont les éléments de rupture et de continuité dans le contenu du droit européen depuis la mise en place du Pacte vert ? Le marché est-il en passe de devenir, plutôt qu'une fin en soi, un levier au service de la protection des ambitions environnementales de l'Union ? Quelle est la perception du pacte vert pour l'Europe par les acteurs de la société civile, les parties intéressées et les partenaires de l'Union ? Quelles relations entre le *Green deal* européen et le concept d'autonomie stratégique ? L'ambition environnementale ne serait-elle pas condamnée et prisonnière de cette approche marchande, qui l'instrumentaliserait au profit d'une simple logique de concurrence équitale et de compétitivité ?

Le colloque permettra de croiser les regards et les approches du droit européen, en réunissant les spécialistes du droit de l'Union et du droit de l'environnement.

**Porteur scientifique du projet :** Alan Hervé, professeur à, Sciences Po Rennes

**Laboratoire de rattachement :** IODE

**Lieu du colloque :** Sciences Po Rennes

**Comité scientifique :**

- M. Alan Hervé, Professeur à SciencesPo Rennes, Chaire Jean Monnet, membre de l'IODE
- Mme Nathalie Hervé-Fournereau, Coordinatrice du RTP BIODISCEE CNRS INEE, Vice-Présidente de la Société Française Pour le Droit de l'Environnement, Co-Chair Research Committee Academy Environmental Law UICN
- M. Philippe Maddalon, Professeur à l'Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne, membre de l'Institut de recherche en droit international et européen de la Sorbonne (IREDIÉS)
- Alexandra Langlais-Lesse, Directrice de recherche CNRS – HDR, Université de Rennes 1, membre de l'IODE

- Marion Lemoine-Schonne, Chargée de recherche CNRS, Membre du haut conseil breton pour le climat, Université de Rennes 1, membre de l'IODE
- Nicolas Pigeon, Maître de conférences en droit public à l'Institut de la paix et du développement (Université Côte d'Azur) – Laboratoire de droit international et européen

**Frais d'inscription :**

L'accès à ce colloque sera payant pour les professionnels, hors monde académique et étudiants, pour un tarif de 150 euros TTC.